

Le TTIP – Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement

Enjeux et perspectives pour le droit du commerce international

Bruges, le 15 avril 2016

# **TROIS OBJECTIONS FONDAMENTALES CONTRE LE TTIP (Traité commercial transatlantique)**

---

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

---

[pierre.defraigne@madariaga.org](mailto:pierre.defraigne@madariaga.org)

[pierre.defraigne@coleurope.eu](mailto:pierre.defraigne@coleurope.eu)

**Bruges, le 15 avril 2016**

**Verversdijk**

**Chers Collègues,**

**Chers Étudiants,**

***Pour la première fois depuis longtemps, et je me réjouis que cela se passe au Collège d'Europe à Bruges dont la vocation première est de penser l'Europe, j'assiste à un débat sur le TTIP dans lequel souffle à nouveau l'esprit européen, non de résignation et de renoncement, mais de questionnement et d'ambition. Que les organisateurs, en particulier les Professeurs Inge Goevare et Eric Balate, et les intervenants, notamment les Professeurs Jacques Pelkmans, Hanns Ullrich et Édouard Bourcieu, représentant de la Commission, en soient remerciés. J'ai trouvé nos travaux d'aujourd'hui substantiels et roboratifs. Du coup, l'atmosphère de curiosité et d'ouverture qui règne en cette fin d'après-midi au Verversdijk m'encourage à pousser plus avant ma critique radicale du TTIP que je considère comme incompatible avec le projet européen.***

## I. L'ÉVEIL D'UNE CONSCIENCE EUROPÉENNE

Les dirigeants européens auraient-ils perdu l'ambition d'un destin propre ? Les élites aux commandes de l'Europe – leaders nationaux et bureaucratie bruxelloise – sont-elles à ce point gagnées par la fatigue intellectuelle et le manque de ressort moral qu'elles se résignent si aisément à l'effacement du politique, c'est-à-dire de la démocratie, devant la dynamique irrésistible des forces globales de marché qui est à l'œuvre au cœur du TTIP ? Ont-ils, ces dirigeants, tellement peu de considération pour l'Europe qu'ils la traitent comme une simple zone de libre-échange sans autre vocation que de supporter le déploiement des grandes firmes globales américaines, censées délivrer une croissance qui ne vient plus, et qu'ils sont prêts pour cela à la diluer dans un espace atlantique. Mais au fait, s'agit-il de croissance du PIB et de l'emploi pour les Européens ou d'accroissement des profits pour les actionnaires des grands groupes américains ? S'agit-il d'économies d'échelles nouvelles destinées à baisser les coûts et les prix ou de pouvoir accru de marché et donc de surprofits additionnels ? L'Europe n'est-elle pas occupée avec TTIP à vendre aux intérêts américains son droit d'aînesse – la maîtrise de sa réindustrialisation et son modèle de régulation – pour un plat de lentilles – une croissance marginale ? Comment osent-ils, ces dirigeants, laisser en déshérence les grands chantiers porteurs pour l'avenir de l'Europe que sont l'achèvement du marché intérieur, la gouvernance de l'eurozone, la défense européenne commune, un effort technologique massif tourné vers la décarbonisation, et la lutte pour la réduction des inégalités qui reviennent à un niveau critique en Europe ? Comment peuvent-ils se montrer tellement impuissants à construire l'Europe au-dedans et oser la brader au-dehors ? Les politiques d'aujourd'hui, habitués au miroir des médias et à la tyrannie de l'immédiat trouvent-ils soudain le projet européen trop vaste, trop ambitieux, à trop long terme ? Ils sont hélas trop peu informés, résignés, sceptiques. Aux citoyens donc, cette fois, d'éclairer les élites !

À cet égard, l'arrêt du TTIP par l'action citoyenne constituerait le premier test d'éveil d'une conscience, d'un *demos* européen qu'il faudra bien entendu mobiliser, après cette victoire contre le TTIP, pour faire avancer concrètement le projet européen. La mobilisation citoyenne doit en effet être constructive et pas seulement oppositionnelle. En ce sens, il est également essentiel de dire « *non* » au TTIP pour de bonnes raisons. J'en ai, pour ma part, identifié trois. J'y reviens bientôt.

Le regard que l'on porte sur le TTIP est fonction à la fois de l'idée que l'on se fait de l'Europe et du degré de compréhension qu'on a du TTIP que la Commission présente comme une simple

zone de libre-échange, mais dont elle se refuse à voir le caractère apocalyptique, au sens premier du mot, c'est-à-dire la révélation de ce qui est véritablement.

**Un débat superficiel** Ainsi, le débat sur le TTIP n'a pas encore vraiment décollé. Il reste confiné dans une superficialité navrante au regard du caractère véritablement existentiel pour l'Europe de ce projet pharaonique qui est, d'une part, d'arrimage et d'allégeance du marché intérieur européen aux grands oligopoles d'outre-Atlantique dans les industries et les services de haute technologie, et, d'autre part, d'instrumentalisation de l'Union européenne par la stratégie américaine d'endiguement de la Chine et de subordination des économies émergentes au modèle du bloc atlantique dans les domaines critiques des normes, de la technologie, de la propriété intellectuelle et de la concurrence. Jusqu'ici, le débat se circonscrit à un échange de slogans entre d'un côté une bureaucratie bruxelloise, atlantiste par défaut et encombrée de ses certitudes dogmatiques néolibérales, et de l'autre, une société civile en alerte mais otage de ses propres obsessions, parfois pertinentes, parfois excentriques au sujet : pour ou contre le capitalisme, le libre-échange, la mondialisation, les OGM, le bœuf aux hormones, la marchandisation de la santé, l'arbitrage privé des entreprises étrangères contre les gouvernements européens. Ce dialogue de sourds occupe l'avant-scène cependant que la puissante machinerie de la négociation poursuit irrésistiblement son travail de construction d'un espace atlantique de convergence réglementaire qui va produire des normes technologiques communes en vue d'asseoir l'hégémonie normative de la coalition atlantique, dominée de la tête et des épaules par les lobbys américains.

**L'Europe, c'est autre chose** Il est donc urgent pour le citoyen d'élucider l'enjeu véritable du partenariat commercial transatlantique pour le combattre visière levée. Car c'est la possibilité même de mener un jour à bien le projet européen qui se joue avec le TTIP. Si l'Europe n'était qu'un grand marché, pourquoi en effet ne pas l'élargir à un espace économique atlantique ? Mais voilà, l'Europe, pour autant qu'elle réalise son unité politique, est tout autre chose. Elle porte une promesse de préservation et de progrès de l'humanisme européen. Pour cette Europe-là, le TTIP serait une menace mortelle. Il faut donc l'arrêter et entreprendre, à la place, un travail de refondation de l'Europe, non plus sur le seul marché qui a conduit à l'impasse actuelle de la construction européenne et à sa dilution dans un partenariat atlantique foncièrement asymétrique, mais ancrée sur deux piliers porteurs : d'une part un modèle de développement propre, c'est-à-dire efficace, juste et soutenable et de l'autre, une défense commune au sein de l'OTAN, condition de la parité politique avec les États-Unis et donc de l'autonomie stratégique de notre continent.

**Nécessité et urgence d'une Europe politique** La nécessité et l'urgence d'une Europe politique crèvent l'évidence parce que le monde a changé d'échelle et parce que la menace est devenue planétaire. L'échelle est celle des firmes globales et des États continentaux qui montent en puissance (Chine, Inde, Brésil, Nigéria). L'Europe n'a pas de telles firmes et son État-membre le plus peuplé, l'Allemagne, avec ses 82 millions est moins peuplée que la province chinoise du Guangdong et ses 101 millions d'habitants, qui n'est que la première des 35 provinces de Chine. En outre, nos trois grands États-membres (Royaume-Uni, France, Allemagne) divisent l'Europe par leurs rivalités, principalement mercantilistes et, accessoirement seulement, stratégiques et exposent l'Europe aux tactiques de « *diviser pour régner* » des véritables Trois Grands (Chine, Amérique, Russie). La menace planétaire est quant à elle multiple: climatique, nucléaire, cybernétique, pandémique, terroriste.

Devant ces transformations du monde, l'Europe a le choix de se penser comme entité politique autonome avec son modèle de société et sa capacité stratégique propres ou comme coalition lâche d'États rassemblés sous la houlette de Washington avec le risque de consacrer définitivement son infériorité stratégique et sa subordination technologique, d'adopter progressivement le modèle américain inégalitaire et donc violent et, il faut l'admettre à regret, de moins en moins démocratique des États-Unis en raison de l'emprise de l'argent sur la politique, ainsi que de renoncer à exercer une influence d'égal à égal sur son allié américain toujours tenté par son rêve hégémonique.

**TTIP : un marché intérieur transatlantique et un OTAN économique, avec la Chine pour cible** Tel est l'enjeu du TTIP pourvu qu'on en saisisse bien la véritable nature, et qu'on aperçoive la dynamique qu'il va déclencher puisqu'il est d'ores et déjà entendu que le TTIP serait un '*living agreement*'. Autrement dit, il entrouvre la porte au pied de l'éléphant et le reste suivra irrésistiblement. Il est encore possible aujourd'hui de bloquer le TTIP et de lui trouver une alternative interne plus efficace et moins aléatoire de croissance et d'emploi. Une Europe politique pourrait exploiter le potentiel de croissance endogène élevé de l'Europe tout en poursuivant la libéralisation commerciale externe par une voie plurilatérale, avec pour ambition de faire du multilatéralisme le seul mode d'organisation économique global.

Le TTIP, c'est évident, n'est en effet pas une zone de libre-échange de plus. C'est un projet de « *marché intérieur transatlantique* » (De Gucht) et « *un OTAN économique* » (Hillary Clinton). Le TTIP révèle ainsi le désarroi du Conseil européen devant les transformations du monde. Car face au basculement du monde vers l'Est, l'UE-28 opte non pas pour renforcer l'Europe mais pour aliéner doublement sa souveraineté : d'une part en invitant les États-Unis à entrer dans

---

une co-régulation de son marché intérieur ; d'autre part, en leur servant de point d'appui dans une stratégie hasardeuse d'endiguement (*containment*) de la Chine.

Mettons d'abord en évidence l'asymétrie, non seulement de la négociation, mais surtout de la dynamique de sa mise en œuvre, avant de relever trois objections au TTIP.

## II. ENTRE UNE AMÉRIQUE UNIE ET UNE EUROPE DIVISÉE, UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE NE PEUT ÊTRE QU'ASYMÉTRIQUE

Pour la première fois, la négociation commerciale se fera, pour l'UE, du faible au fort et la dynamique de l'après-TTIP viendra renforcer une domination déjà bien établie des structures oligopolistiques américaines dans les secteurs avancés – technologie et services – aux dépens des entreprises européennes.

La négociation est asymétrique d'abord parce que l'Amérique est dotée d'un marché unifié ; elle est forte d'un PIB équivalent mais avec un PIB/tête plus élevé d'un tiers que dans l'UE, au demeurant très inégalement réparti ; elle possède une capacité unique d'innovation dans les hautes technologies et les services (réseaux), avec les plus grandes firmes du monde – sur les entreprises du TOP 100 par capitalisation, 53 sont américaines, 15 appartiennent à l'eurozone, 8 au Royaume-Uni et 11 à la Chine et Hong Kong ; elle dispose d'une seule monnaie et qui est la monnaie de réserve du monde et qui lui assure le privilège exorbitant du dollar ; elle jouit d'une capacité stratégique inégalée et assure la sécurité de l'Europe à travers l'OTAN ; elle dispose d'un budget de péréquation qui solidarise les États gagnants et les États perdants à la libéralisation commerciale. En outre, l'Amérique négocie le TTIP avec l'Union européenne après avoir conclu le TPP (*Trans-Pacific Partnership*) avec 11 États de la zone Pacifique, à l'exception de la Chine, ce qui renforce sa position de force vis-à-vis des négociateurs européens. Enfin, l'Amérique exerce un pouvoir exceptionnel d'extraterritorialité : fiscalité, sanctions économiques, concurrence, lutte contre la corruption, protection des données privées, écoutes de la NSA.

L'Europe de son côté a le même poids économique que l'Amérique, mais elle n'est, même pour l'eurozone, faute d'intégration politique qu'un agrégat hétérogène d'économies nationales et une coalition lâche d'États. Son marché intérieur reste inachevé (énergie, numérique, télécom, finance, armements) ; ses États-membres sont en rivalité entre eux pour attirer les investissements étrangers et pour pousser leurs exportations. C'est d'ailleurs leur rivalité et la hiérarchie entre eux du fait du statut de nation-créditrice principale de l'eurozone de l'Allemagne, qui expliquent le TTIP. L'Europe est divisée avec 10 monnaies et sans politique de change pour l'euro ; elle ne compte que des champions industriels nationaux, mais – sauf EADS – pas de champions globaux européens ; elle ne dispose pas d'une défense commune au sein de l'OTAN et elle est donc, plus que jamais, sous la dépendance politique et stratégique de Washington. Enfin, à la différence des États-Unis, elle ne peut pas compenser, grâce à un

---

budget de péréquation, les gains et les coûts de la libéralisation commerciale entre États-membres.

J'ai rappelé l'asymétrie parce-que c'est après la conclusion du TTIP que la dynamique de l'accord va révéler le renforcement de l'asymétrie de départ au niveau du marché. Le moment est venu de décliner trois objections fondamentales au TTIP.

### III. LES TROIS OBJECTIONS

#### 1. L'objection économique : la croissance n'est pas une justification convaincante du TTIP

La croissance générée par TTIP est impossible à estimer pour la partie harmonisation des normes de l'accord. Ce qui fait défaut dans l'évaluation de l'impact du TTIP, c'est un volet « *business economics* » secteur par secteur, firme par firme ; mais le coût d'une telle étude serait énorme et ses résultats tout aussi aléatoires. Les modèles économétriques quant à eux calent devant le problème de la convergence réglementaire dont les effets sont a priori incalculables ; ils ne peuvent être évalués qu'*ex post* puisque tout dépend quel producteur sera avantagé par le choix de la norme commune retenue.

**Croissance faible** Selon la Commission elle-même, la croissance sera faible (+0,5% de PIB dans 10 ans) et cela pour trois raisons. Tout d'abord, du fait de l'état déjà avancé de l'intégration atlantique par le jeu des investissements croisés. Ensuite, il n'y aura pas d'économies d'échelles additionnelles, mais une baisse des coûts de conformité à des normes différentes. Ces gains ne se traduiront pas en baisses de prix pour le consommateur, mais en un pouvoir de marché accru pour les oligopoles américains déjà bien présents sur le marché européen. Enfin, le niveau élevé du chômage en Europe atténuera fortement les gains de croissance attendus du TTIP. La théorie économique du libre-échange est en effet claire sur ce point.

**Croissance divergente** La croissance aggravera encore la divergence, déjà problématique, au sein de l'eurozone entre noyau et périphérie en raison des spécialisations industrielles et agricoles différentes du Nord et du Sud.

**Croissance inégalitaire** Elle sera profondément inégalitaire : elle jouera principalement au profit des actionnaires des firmes oligopolistiques américaines et aux dépens des PME et des salariés pour les raisons invoquées plus loin.

#### 2. L'objection politique : le renoncement à un modèle européen de régulation du capitalisme de marché

La régulation du capitalisme global porte d'abord sur les politiques de concurrence, de gouvernance des entreprises, de réglementation financière, de fiscalité des profits des entreprises multinationales, de politiques industrielles compatibles avec une certaine loyauté des échanges. La régulation du capitalisme de marché est dorénavant, avec la mondialisation, hors de la portée des États, à l'exception des États-Unis ou, si elle le

décide, de l'Union européenne. Mais les conceptions américaine et européenne diffèrent considérablement et cette divergence quant au mode de régulation du capitalisme constitue l'enjeu central du TTIP. Un marché intérieur transatlantique serait « *un lit pour deux rêves* » et tout porte à croire que, si la politique cède au marché, ce sera le mode de régulation américain qui, insidieusement et irrésistiblement, évincera le mode de régulation européen, plus interventionniste et plus solidaire. On peut appréhender ce mode de régulation sous trois aspects : l'organisation économique, les marchés du travail et les préférences collectives.

**La déferlante des oligopoles américains** Les structures de production dans l'industrie et les services diffèrent fortement entre Amérique et Europe sur deux points essentiels : d'un côté les marchés sont beaucoup plus oligopolistiques en Amérique (*The Economist, Business in America : Too Much of a Good Thing*, 26 mars 2016) et donc beaucoup plus rentables pour les actionnaires des firmes globales, aux dépens des PME, des travailleurs et des consommateurs ; de l'autre, la puissance publique américaine apporte à ses firmes globales un appui sans commune mesure avec celui accordé par les États européens à leurs entreprises – et pourtant souvent accusés d'intervention étatique par la presse financière anglo-saxonne ! L'Europe, à son niveau, n'a pas développé de politique industrielle digne de celle des États-Unis, de la Chine ou du Japon. À une politique monétaire accommodante par la FED et une politique de concurrence laxiste par le Département de la justice, viennent s'ajouter des programmes scientifiques comme l'espace, le nucléaire et le budget massif de défense, source majeure d'innovation et de technologie duale (voir le développement du Net et des champions globaux du numérique). Comme *The Economist* du 26 mars 2016 le rappelait encore, la profitabilité exceptionnelle de la grande industrie et des services aux États-Unis tient au défaut de concurrence généré par les concentrations des deux dernières décennies et qui prévaut dans de nombreux secteurs. Les hyper-profits de ces groupes (une rentabilité de 40% supérieure à l'intérieur des États-Unis par rapport à l'extérieur selon *The Economist*) sont un des facteurs critiques des inégalités extrêmes de revenus en Amérique. Selon Pew Research – cité par *The Economist* – deux tiers des Américains, y compris une majorité de républicains pensent que, aux États-Unis, le système économique « *favorise injustement les intérêts puissants* ». Ces entreprises américaines sont déjà largement présentes et souvent dominantes en Europe ; elles vont encore accroître leur pouvoir de marché avec l'harmonisation des normes industrielles et des modes de régulation dans les services. Le marché européen aujourd'hui encore fractionné selon les clivages nationaux avec des

structures mixtes (services publics et champions nationaux) sera davantage exposé à l'emprise des grands oligopoles américains qui interfèreront en outre dans l'élaboration des régimes de régulation grâce à leur puissance exceptionnelle de lobbysme.

Alors que la réindustrialisation de l'Europe demande une politique industrielle au niveau européen, pour l'Amérique ce qui importe au contraire c'est l'élimination des barrières non tarifaires à travers la convergence normative. Le choc des modèles économiques aboutira à ce que l'un domine l'autre dans le face à face : le modèle américain est quant à lui fondé sur l'Alliance braudelienne du Prince et du Marchand. Le Prince américain est à même d'appuyer ses Marchands par plusieurs canaux dont l'Union européenne ne dispose pas : NASA, Pentagone, garantie de sécurité des alliés (porte-avions et bases à travers le monde) qui pèse lourd dans les grands contrats de défense et d'infrastructures ; des oligopoles hyper profitables dans des domaines stratégiques où la concurrence joue peu et où le consommateur paie la facture des hyper-profits à la manière du contribuable frappé d'un impôt sur la consommation. Ce face à face entre industrie européenne et industrie américaine sera léthal : à ce qui est déjà acquis dans le numérique (les 5 champions GAFAM) s'ajouteront les groupes financiers américains, qui dans le *capital market union* en construction évinceront – peut-être excessivement – les banques européennes encore fragiles. L'agriculture européenne paiera la note de la libéralisation en *banknotes* sur le lait et la viande et recevra la monnaie de retour en petites coupures sur les niches à indications géographiques. Il n'est pas sûr que le deal sera, au total, profitable pour l'Union européenne. Dans les médias, les canaux (internet) imposeront les contenus fabriqués à Hollywood (films, séries TV, numérique) malgré l'exception audiovisuelle que l'innovation technologique permettra d'éluder. Dans le numérique, l'Europe ne reprendra plus pied parce que les règles, dorénavant communes en matière de concurrence, rendront impossible tout rattrapage. Le TTIP s'avèrera donc un piège pour interdire la réindustrialisation de l'Europe par les hautes technologies.

**Les marchés du travail en vases communicants** La mise en concurrence par l'effet de vases communicants entre marchés du travail assez différents va peser sur les emplois et les salaires. L'harmonisation des normes et standards va faciliter la concurrence sur le travail à travers les importations, mais surtout à travers la mobilité des entreprises, comme cela a d'ailleurs été vrai pour le marché unique européen. Ces firmes globales ne seront plus contraintes à se localiser en Amérique ou en Europe pour produire selon les normes locales puisque celles-ci seront remplacées par une norme unique. Elles iront là où la main d'œuvre est la meilleur marché et pèseront sur la protection

sociale. Du coup, les marchés du travail seront mis en compétition avec une tension vers le bas sur les emplois, les salaires et la protection sociale, le travail constituant toujours le principal facteur d'ajustement en cas de problème de compétitivité. Le fait que 50% des États fédérés américains ne comptent pas de syndicats actifs suggère une forte concurrence sociale et salariale aux dépens des bassins d'emplois avancés européens. Une chose est sûre : la préférence pour les inégalités fortes et la mobilité sociale faible est la marque des États-Unis. En créant un marché intérieur transatlantique, la préférence américaine s'imposera irrésistiblement par la dynamique même de la compétitivité différenciée.

***Les divergences de préférences collectives*** En matière de santé, d'environnement, de sécurité alimentaire, de services publics, de principe de précaution, de protection des données privées et de droits des travailleurs, les différences de préférences collectives ont abouti, entre Amérique et Europe, à des géographies de normes parfois identiques et parfois très contrastées dans certains secteurs. Ces différences sont certainement surmontables, mais à un coût élevé compte tenu de l'extrême complexité des procédures de convergence normative. Le coût financier et politique d'une homogénéisation suffisante des normes sera exorbitant et sans rapport avec les gains économiques escomptés. Leur poids sera supporté par le contribuable, mais le bénéfice ira au privé, non aux consommateurs – à cause des oligopoles – mais aux actionnaires. Pourra-t-on gérer ces différences par une convergence vers le haut (thèse de la Commission) ou par des exceptions (demandes des États-membres et des ONG) ? Restreindre le débat sur TTIP à ces points et jouer sur des lignes rouges lors de la ratification au Parlement européen (position du PSE) est une option qui fait l'impasse sur les autres objections, bien plus décisives.

### **3. L'objection systémique et géopolitique : la coalition technologique et normative atlantique contre le reste du monde et contre la Chine**

La véritable raison d'être du TTIP est la constitution d'une alliance technologique et normative atlantique dominée par les États-Unis avec une triple intention. Tout d'abord, l'intention explicite est de forcer les autres 130 pays de l'OMC à rentrer un par un dans le modèle normatif et concurrentiel établi par la coalition atlantique à ses conditions. Il s'agit là d'une stratégie mercantiliste unilatérale reposant sur des rapports de force qui est complètement en rupture avec l'éthique et la pratique du multilatéralisme dont l'Union européenne s'était faite la championne. Ensuite, il s'agit aussi de freiner la montée en puissance économique, et donc stratégique, de la Chine en lui faisant payer un ticket d'entrée supplémentaire par rapport à son accession à l'OMC (2001) en matière de normes,

d'entreprises d'État et de propriété intellectuelle. Le risque de la stratégie américaine « en pince » (TPP + TTIP) d'endiguement de la Chine, laquelle dispose du premier marché intérieur du monde et le seul en croissance soutenue, d'une capacité technologique en développement rapide et d'une forte intégration intra-industrielle régionale, est de fragmenter l'économie mondiale et de pousser à la formation de blocs rivaux, prélude à une rebipolarisation entre Chine et Amérique. On ne peut pas ignorer ce scénario. Enfin, plus prosaïquement, cette coalition visera à prévenir l'internationalisation des groupes industriels chinois de manière à garantir la profitabilité des groupes américains et, accessoirement, européens.

#### IV. CONCLUSION : TROIS RÉFLEXIONS FINALES

**Un droit de regard** L'UE va concéder aux milieux économiques dirigeants américains un droit de regard de facto sur le marché intérieur via le Conseil de coopération réglementaire et va substituer un arbitrage *ad hoc* aux tribunaux publics dans l'affrontement entre multinationales américaines et législateurs nationaux et communautaires. L'un et l'autre vont servir de levier pour une convergence réglementaire avantageuse pour l'Amérique. Cette double concession est l'expression d'un glissement vers un nouvel équilibre entre forces de marché et puissance publique. L'UE, pour sa part, est construite sur un rapport politique-marché qui n'est pas le même que celui qui est observé aux États-Unis où les lobbys et les intérêts spéciaux capturent le régulateur et même le législateur. Cette différence est radicale et TTIP, en l'abolissant, ébranlerait la démocratie en Europe.

**Une perte de crédibilité** La crédibilité internationale de l'Union européenne se trouverait diminuée par l'obligation de fait d'une concertation préalable continue avec les États-Unis, avant de conclure un *deal* avec un pays tiers ou même de décider d'un cas de défense commerciale majeure (exemple des salaires chinois). Mais surtout, l'Union européenne doit y réfléchir à deux fois avant de se laisser embrigader dans une stratégie de bipolarisation Chine-Amérique, « *The West against The Rest* ». Sa mission géopolitique est différente : organiser la multipolarité sur un mode multilatéral. Par ailleurs, l'Europe n'est pas seulement puissance atlantique, elle est puissance méditerranéenne et, depuis la disparition de l'URSS et avec la montée de la Chine, une puissance eurasiennne. L'alliance avec les États-Unis ne doit pas dispenser l'Europe de sa propre *weltanschauung* et de sa responsabilité stratégique propre. Celle-ci passe par une défense commune au sein de l'OTAN qui rétablirait une véritable parité politique entre Europe et États-Unis alors que le TTIP approfondirait la dépendance vis-à-vis de Washington.

**Le potentiel de croissance existe en Europe** Le principal potentiel de croissance de l'Europe est aujourd'hui avant tout endogène : un renforcement de l'eurozone par l'institution d'une *transfer union* – qui serait la contrepartie logique d'une défense commune –, l'achèvement du marché intérieur et son doublement par une politique industrielle européenne, et une poursuite de la libéralisation multilatérale – celle-ci passant peut-être par une plurilatéralisation du Traité de partenariat transpacifique et son ouverture au G20 (et donc à la Chine) et à l'UE – renforceraient la croissance mondiale. Un dispositif européen de résorption des inégalités, notamment par l'emploi, est aujourd'hui plus urgent pour l'Europe et serait plus efficace qu'une politique de croissance obtenue en les renforçant par un *deal* commercial atlantique asymétrique. On ne peut pas simplement abandonner, à travers le TTIP, une vieille civilisation comme la

---

nôtre, fondée sur les trois piliers de la métaphysique – avec la Chrétienté – de la philosophie –avec les Lumières – et de la politique – avec les luttes sociales – aux forces croisées du capitalisme et de la technologie. L'Europe sera-t-elle façonnée par la dynamique des oligopoles américains et de la puissance stratégique américaine largement mise à leur service, ou sera-t-elle le produit d'un projet politique commun où les principes de l'éthique politique et du droit créent le cadre de l'interaction entre les forces du marché et les aspirations supérieures des hommes à la liberté, à la dignité, à l'entraide et à la vie de l'esprit ?